



Séance ordinaire du jeudi 19 juillet 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix neuf juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Trinité FRANCES, suppléant de Thierry BREYSSE .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Michel FRAYSSE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Geniès BALAZUN, Isabelle GUIRAUD.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Assainissement - Commune de Saint Jean de Vedas - Desserte d'une zone en assainissement non collectif - Secteur Sigaliès - Convention de remboursement des travaux de branchements avec la SARL Terre du Soleil - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Sur le territoire de la commune de Saint Jean de Védas, le quartier Sigaliès est composé sur sa partie Est d'un secteur d'une superficie d'environ 6 hectares classé en zone 2AU b1 du Plan Local d'Urbanisme communal. Actuellement non pourvu de collecteur public d'assainissement, il comprend une vingtaine d'habitations individuelles équipées de dispositif autonome de traitement des eaux usées.

Ce secteur est situé dans le périmètre de protection rapproché des forages du Flès Nord et Sud exploités par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la production d'eau potable. Les captages du Flès sont inscrits sur la liste des captages prioritaires du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse 2016-2021 pour la lutte contre les pollutions par les pesticides.

A ce titre, et en complément du programme d'actions qui a été engagé pour limiter l'usage des produits phytosanitaires, il convient de privilégier la desserte du secteur en réseaux d'assainissement collectif. Ainsi en 2018, 165 ml de réseaux ont été posés sur le Chemin de Tourtorelle et la rue des Genêts.

Dans le cadre du Permis d'Aménager n° 3403427016M0009, obtenu le 3 avril 2017, la SARL Terre du Soleil prévoit la réalisation de 25 lots à bâtir. Les travaux d'aménagement de voirie et de réseaux internes au lotissement réalisés par l'aménageur permettent la desserte de dix habitations existantes limitrophes au projet (parcelles cadastrées AL 214, AL 65, AL 66, AL 82, AL 68, AL 86, AL 88, AL 89 et AL 92).

Aussi, l'aménageur a été sollicité afin qu'il intègre dans son programme de travaux la réalisation de ces 10 branchements supplémentaires. Les travaux correspondant, totalisant un linéaire approximatif de 42 ml en diamètre 160 mm sous la voirie qui pourra être rétrocédée au domaine public, sont estimés à 16 726 € H.T. Ils sont à financer à 100 % par Montpellier Méditerranée Métropole. Pour cela, une convention de remboursement doit être passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Terre du Soleil. Le montant de travaux sera ajusté au coût réel à l'issue des travaux.

Les habitations raccordées seront assujetties à la redevance assainissement et à la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de remboursement entre la SARL Terre du Soleil et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux de branchement des dix habitations limitrophes au lotissement SIGALIES pour un montant de 16 726 € HT,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/07/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180719-47694-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/07/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Annexe Convention - Plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.